

En quoi réseaux sociaux et mouvements sociaux sont-ils les nouveaux piliers d'une démocratie en pleine évolution ?

Avec l'émergence d'Internet dans les années '90 et l'ampleur qu'ont pris les réseaux sociaux dans les années 2000, notre société a été bouleversée. Moyens de diffusion rapide de la communication et de l'information, ils sont devenus primordiaux dans notre vie ultra-connectée de tous les jours. Twitter comptabilise 1,3 milliards de comptes, 500 millions sur Facebook (un nombre qui fait cependant débat), et Whatsapp, 2 milliards. On leur présente même des vertus démocratiques: plus de transparence, facilitation du débat, capacité à interagir et à communiquer plus rapidement, voilà quelques-uns des arguments avancés. L'autoroute de l'information, expression utilisée dès 1985, constituerait même une alternative politique largement reprise dans les campagnes électorales.

De plus, depuis 2008 et la crise économique mondiale, une autre "crise" se renforce dans les sociétés démocratiques: celle du politique. La croissance exponentielle des réseaux sociaux aidant, les citoyens expriment de plus en plus leur défiance face à leur gouvernement, et plus largement, face au système politique en place. L'arrivée (ou la confirmation) de dirigeants illibéraux (qui restreignent les libertés) dans des pays développés, tels que Donald TRump aux USA, Vladimir Poutine en Russie, Xi Jinping en Chine, Matteo Salvini en Italie, Jair Bolsonaro au Brésil ou encore Narendra Modi en Inde, ainsi que le sentiment d'un déficit démocratique dans les démocraties occidentales, posent la question des moyens à mettre en oeuvre pour redynamiser la démocratie.

1. La question des formes de la démocratie:

Démocratie directe versus démocratie représentative:

La question du leadership fait écho au mouvement des « gilets jaunes » né à l'automne 2018 en France sur les réseaux sociaux pour contester l'augmentation des taxes sur le carburant. Ce mouvement cristallise le rejet de la démocratie représentative. La défiance vis-à-vis des représentants élus, le rejet des syndicats, un abstentionnisme exponentiel à chaque échéance électorale sont quelques-uns des facteurs de ce désenchantement politique. Le "referendum d'initiative populaire ou citoyenne" (RIP), est la revendication majeure des gilets jaunes depuis le début du mouvement. Il s'agit d'un referendum qui pourrait être organisé à partir du moment où un certain nombre de citoyens (fixé à l'avance) auraient apposé leur signature au bas d'un projet. Un usage plus fréquent et plus facile d'accès au referendum est une piste sérieuse pour battre le rappel auprès des citoyens, les impliquer davantage dans le processus démocratique et faire vivre la démocratie en les replaçant au coeur de celle-ci.

Toutefois, à la lecture des messages postés sur les réseaux sociaux, il paraît évident qu'on est loin du romantisme d'une sociabilité démocratique.

Invitée des « matins de France Culture », Clara Schmelck pointe les dérives de certains discours. Elle constate un rejet de la démocratie représentative au profit d'une représentativité directe. Elle note deux tendances dans les groupes Facebook : « ceux qui souhaitent s'organiser pour se faire entendre et aboutir à de nouvelles lois et ceux qui veulent une rupture totale avec le système démocratique... la démocratie représentative n'a plus de sens c'est celui qui crie le plus fort qui a raison. »

On peut dresser une première typologie qui distingue la démocratie représentative (les citoyens se font représenter par des élus), la démocratie directe (les citoyens exercent le pouvoir sans intermédiaire), et la démocratie semi-représentative (système représentatif incluant des outils de la démocratie directe)

Les démocraties représentative et semi-représentative sont généralement celles adoptées par les pays développés. Le système démocratique peut être nuancé ou, au contraire, amélioré selon les pays et les gouvernements. Dans la forme semi-représentative, on introduit ainsi un petit peu de démocratie directe dans un système représentatif, en faisant appel à des mécanismes relevant de la démocratie délibérative et/ou participative.

Démocratie délibérative et/ou participative:

La démocratie délibérative est une théorie qui donne une importance particulière aux débats et aux délibérations dans la prise de décisions politiques, débats qui sont ouverts aux citoyens pour légitimer le politique. L'échange permet de prendre en considération tous les points de vue pour aboutir à une prise de décision. L'intégration des citoyens dans les débats permet de faire émerger une "opinion collective".

Issue du principe de la démocratie délibérative, la démocratie participative est un système dans lequel les citoyens participent à la prise de décisions politiques (délibérations, prises de parole, vote, referendum,). Elle permet notamment aux acteurs intermédiaires (associatifs par exemple) d'aider les citoyens à se repérer dans les débats. Cet exemple de démocratie est régulièrement utilisé pour les débats à l'échelle locale.

2. Les réseaux sociaux et la démocratie:

Réseaux sociaux et démocratie, une utopie ?

Les promesses d'un monde meilleur relayées par les médias accompagnent les nouvelles technologies et alimentent les discours politiques. Le développement du numérique est présenté comme le Graal qui va résorber le chômage et augmenter le pouvoir d'achat. Cette promesse tarde à venir, érode les illusions et exacerbe les doutes et la méfiance envers les représentants politiques.

Au départ considérés comme un facteur de lien social, les réseaux sociaux se sont éloignés de leur fonction première, et sont aujourd'hui une plaque tournante pour la diffusion

d'idéaux, de discours politiques, ou de tweets visés. L'exemple le plus marquant en est celui de Donald Trump (ancien président américain) qui a fait de Twitter son nouveau cobaye. Banni de tous ses réseaux sociaux après sa défaite électorale en janvier dernier, il tente d'en fonder un nouveau. Car il a bien compris que pour toucher ses partisans il doit à nouveau s'inviter dans les smartphones de tout le monde.

Une opportunité pour la démocratie ?

L'impact des réseaux sociaux sur les régimes autoritaires est salué par les démocraties occidentales, lorsqu'en 2011, ils offrent une nouvelle opportunité de diffusion démocratique de la parole à l'origine du « Printemps arabe ». Le peuple s'empare de cette arme de « démagisme massif ». Les réseaux sociaux remplacent la presse traditionnelle muselée par le pouvoir. Il est incontestable qu'ils ont joué un rôle essentiel dans la diffusion de l'information. Le 17 février 2018 Kofi A. Annan, ancien Secrétaire général des Nations unies, livre son point de vue à l'Orient-le-jour : « À l'époque, le tweet semblait parfois plus puissant que l'épée. » Il est vrai que cette démocratie tant attendue n'est pas encore au rendez-vous. L'échec peut être attribué au manque de structuration et à l'incapacité de ces mouvements nés grâce aux réseaux sociaux de trouver un leadership efficace. Le potentiel offert au peuple d'accéder à la souveraineté aura fait frémir plus d'un dictateur désormais sur la défensive.

Transparence versus fake news:

Les réseaux sociaux se voulaient diffuseurs de l'information, et c'est ce qu'ils sont, mais avec de fortes dérives: les fake-news, les fausses informations, qui se déploient encore plus vite que les vraies. Selon le philosophe Jean-Claude Monod, "Le débat démocratique a pour condition une diversité d'opinions, de valeurs et d'interprétations des phénomènes mais aussi un respect minimal de ce que la philosophe Hannah Arendt appelait les « vérités de fait ». Avec la distorsion délibérée des faits ou la diffusion massive de faux chiffres, cette dimension, une des conditions d'un débat démocratique, est perdue. La nouveauté tiendrait davantage à la place des médias en ligne et à leur rôle dans de récents processus électoraux. Les expressions « politique post-factuelle » et « ère de la post-vérité » désigneraient donc plutôt le style de ces médias en ligne, où la rapidité de partage et de "clicks" l'emporte sur le souci de vérification.

Pour garantir l'équilibre de la démocratie, des changements doivent s'opérer. Les excuses de Mark Zuckerberg, patron de Facebook, ne suffiront pas à faire oublier la diffusion de fake news et l'exploitation de données personnelles pendant les dernières campagnes électorales américaine et française. Même s'il promet de ramener son algorithme à son intention initiale – créer du lien – le ver est dans la pomme. Il s'agit maintenant de défendre un autre enjeu de la démocratie : notre liberté et notre droit à l'intimité, pour rouler en sécurité sur cette autoroute de l'information, et sans en payer le prix fort.

Les médias sont-ils la maladie de la démocratie et de l'espace public ?

Le sociologue et philosophe Bourdieu s'est notamment penché sur la question à travers la publication de son essai "Sur la télévision".

Dans son essai "Sur la télévision", Bourdieu accuse la télévision de fragiliser la démocratie. Selon lui, ce média fait peser un danger sur les systèmes politiques démocratiques en raison du « monopole de fait [qu'il] détiennent sur les instruments de production et de diffusion à grande échelle de l'information » (citations de Bourdieu). Les médias constitueraient, à ses yeux, une instance de censure et de contrôle de l'usage de la raison publique. Il faut cependant se demander si les médias constituent en effet un monopole exclusif ou bien s'ils ne sont que les canaux privilégiés de l'expression de l'opinion publique. Car, dans le second cas, il conviendrait d'admettre que l'usage public de la raison déborde le cadre de l'usage « médiatique » de la raison : espace public et espace médiatique ne se recoupent pas. Il existe d'autres lieux d'expression. Toujours est-il que Bourdieu croit en un pouvoir extraordinaire des médias et pense précisément le rapport entre espace public et espace médiatique en termes d'identité.

De plus, il ajoute que le monde tel qu'il est vu par les journalistes, n'est pas un monde neutre. Il est perçu à travers le prisme d'une certaine représentation du monde propre au champ journalistique et aux habitus sociaux : la réalité est donc vue à travers des « lunettes » qui permettent de sélectionner et de construire le réel. Le journaliste fait alors « passer sa vision préconçue des choses avant le réel de la situation », il force le réel à répondre à sa conception, à incarner ses propres constructions, de telle sorte que ce réel construit se substitue au « véritable » réel. Ainsi, la sélection de l'information, hautement subjective, qui déterminera ce qui est important et ce qui est futile, biaise le rapport des citoyens, récepteurs de cette même information, au monde et fausse le processus démocratique de formation de l'opinion publique. Mais, ici, le public est considéré comme incapable de prendre de la distance par rapport à ce qui lui est présenté, et donc incapable de discerner, d'une part, que ce qui lui est dit n'est pas neutre mais influencé, et d'autre part, que l'importance d'un événement peut être minorée au profit d'une information d'ordre secondaire. Derrière cette théorie des « lunettes », doublée de l'omnipotence des médias se cache encore l'absence de confiance en la capacité critique du public.

3. Les mobilisations sociales contemporaines:

L'expression de « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) fait référence d'une part à de nouvelles formes de mobilisations apparues au cours des années soixante et d'autre part à un ensemble de travaux et recherches théoriques tentant de renouveler l'analyse des conflits sociaux.

Les NMS seraient des formes de contestation inédites apparues au cours des années soixante bien qu'ils nous semblent aujourd'hui tout à fait communs : le féminisme, l'écologisme, les mouvements régionalistes, les mouvements étudiants. Se sont peu à peu ajoutés de nouveaux mouvements défendant de nouvelles causes comme les droits des immigrés, des homosexuels ou encore le droit à une alimentation saine, etc. Ces NMS se caractériseraient par une rupture avec les conflits sociaux plus classiques symbolisés par le

syndicalisme et le mouvement ouvrier. Quatre points de rupture justifieraient cette nouveauté:

- Les formes d'organisation et d'action : les NMS manifestent une défiance explicite avec la centralisation des partis et syndicats souvent jugés trop bureaucratiques. Ces NMS valorisent, au moins dans les discours, l'autonomie des structures décentralisées. A l'encontre des discours idéologiques jugés trop vastes, comme la « lutte des classes », ces mouvements valorisent des objectifs précis souvent ponctuels (arrêter un train transportant des déchets radioactifs par exemple). Enfin les NMS se singularisent par leurs répertoires d'action collective avec des formes de protestation peu institutionnalisées, valorisant l'aspect festif (*sit-in*, gay-pride ou défilé homosexuel, fête paysanne anti-OGM) ou la dimension symbolique (grève de la faim en faveur des immigrés sans-papiers, préservatif géant sur l'obélisque de la concorde pour la lutte contre le sida).
- Les valeurs et revendications : tandis que les conflits sociaux classiques portaient sur la distribution des richesses (augmentations de salaire), les NMS comporteraient des revendications moins matérielles et plus symboliques. Leurs revendications seraient souvent l'expression d'un style de vie voire d'une identité. Exemple : les mouvements homosexuels témoignent d'une revendication identitaire forte.
- Le rapport au politique : contrairement aux syndicats qui fonctionnaient en relation étroite avec les partis politiques, ces mouvements sont souvent méfiants voire réfractaires aux organisations politiques, considérées comme compromises.
- L'identité des acteurs : tandis que les « anciens » mouvements sociaux se revendiquaient d'une unité de classe (ouvrière, paysanne, etc.), les NMS se définissent par rapports à des critères qui sont souvent plus culturels qu'économiques. Exemples : l'identité sexuelle, religieuse, régionale, etc.

Pour conclure, les « nouveaux mouvements sociaux » traduiraient l'émergence de conflits dont le fondement ne serait plus le monde du travail mais une reconnaissance sociale. Ils révèlent ainsi la place croissante des enjeux symboliques des conflits sociaux. Les mouvements sociaux sont en effet producteurs d'identité non seulement parce qu'ils s'appuient sur des intérêts communs mais aussi parce qu'ils sont producteurs d'un sentiment d'appartenance collective. Exemple : un groupe de voisins de quartiers se mobilisant à l'occasion d'un contentieux avec la mairie ou l'école municipale peut par exemple aboutir à la création d'une association de défense des intérêts du quartier, renforçant ainsi le sentiment d'appartenance à un groupe.

Un moyen social de protestation et revendication:

Les mouvements sociaux soulèvent de nombreuses questions sur la nature des sociétés contemporaines: sur les formes spécifiques de domination sociale, la base sociale et l'importance de ces nouveaux acteurs que sont les mouvements sociaux, leur rapport aux classes sociales et aux partis politiques, les enjeux qu'ils soulèvent, le défi qu'ils posent aux pratiques sociales institutionnalisées, leur efficacité dans la transformation des sociétés. Les mouvements sociaux n'offrent pas de contre-modèle global et unifié. Ils représentent un des pôles d'une tension entre éléments contradictoires, entre exigences nécessaires: il est

impossible de choisir entre le progrès technique et la satisfaction des besoins personnels, entre l'intégration et l'autonomie.

Les luttes des mouvements sociaux nous indiquent cependant l'existence des problèmes sociaux, la nécessité de nouvelles formes d'organisation sociale, de nouvelles règles du jeu plus démocratiques. Ils révèlent le caractère irrationnel du modèle dominant et ses multiples effets pervers: destruction de la planète, incapacité d'atteindre ses objectifs en matière d'éducation et de santé, production d'exclusion sociale et économique. En même temps, ils inventent de nouvelles formes d'organisation sociale dans les multiples organisations communautaires qui offrent des services alternatifs. Les mouvements sociaux constituent un autre mode de représentation: ils interviennent directement sur la formation de l'opinion publique à partir des espaces autonomes (organismes communautaires, centres de recherches, etc.). Non seulement ne revendiquent-ils plus que l'État prenne en charge de nouveaux secteurs, mais ils le font eux-mêmes: ils mettent sur pied de nouveaux services, plus efficaces que les services étatiques et à meilleur coût. Dans cette stratégie offensive, l'expérimentation est l'élément clé d'une stratégie de changement social. Le poids des mouvements sociaux n'est pas aussi grand que les plus optimistes aimeraient qu'ils soient mais il est quand même important: on l'a vu dans les audiences de la Commission d'enquête sur la santé et les services sociaux.

On se rend compte aussi, peut-être confusément, que le pouvoir local a de l'importance et peut ébranler le pouvoir central: de fait, les différents efforts de décentralisation étatique visent à arrimer le central et le local. Par contre, la complémentarité évoquée entre les secteurs étatique et communautaire cache une dure réalité: pour mettre sur pied les services que les politiciens louent en chœur, il faut aux mouvements sociaux une énergie farouche et un combat de tous les instants. Les nouveaux services démarrent malgré l'État, et non grâce à lui, et leur financement est toujours précaire malgré leurs efforts d'autonomisation.

Ces organisations sont des laboratoires d'expérimentation sociale qui veulent faire la preuve qu'il est possible de faire autrement, d'allier productivité et participation, efficacité et différence, modernité et identité. Les mouvements sociaux nous lancent le défi d'agir autrement et de sortir du dilemme étatisation et privatisation. Ils démontrent une capacité à élargir les espaces de liberté, et ils contribuent ainsi au renouvellement de la démocratie.

Les formes de mobilisations relayées par les réseaux sociaux:

Ces nouveaux modes de contestation prennent des formes différentes, et parfois très créatives. A l'hôpital ou à la RATP naissent de nouveaux collectifs ou de nouveaux syndicats, qui se réclament plus "horizontaux", moins rigides que les structures traditionnelles. Est-ce une nouveauté ? Pas particulièrement, observent les sociologues des mouvements sociaux. Ce qui a changé en revanche ce sont les formes de médiatisation de ces mouvements. Mais aussi le précédent des "gilets jaunes".

Des modes d'actions pas si nouveaux:

Pour Jean-Michel Denis, professeur à l'Université de Marne la Vallée, et spécialiste des relations dans le champ professionnel, ces formes de lutte "annexes" sont, paradoxalement, traditionnelles. *“La grève et la manifestation sont les formes d'action les plus marquantes du fait de la masse d'individus qu'elles peuvent entraîner. Mais la grève a perdu de son efficacité depuis la fin des années 70. Malgré cela, il y a toujours eu depuis le début de l'histoire du monde ouvrier, et même avant, des modes d'actions un peu inopinés ou extraordinaires (comme les charivaris) qui ont accompagné des actions plus traditionnelles.”*

Le précédent des gilets jaunes:

C'est ce mouvement qui a été le moteur de la création à la RATP d'un nouveau syndicat, dont les statuts ont été déposés il y a un an : La Base. Arnaud Moinet et Laurent Mauduit, qui font partie de ses fondateurs, expliquent que c'est faute d'avoir eu le sentiment d'être écoutés, représentés, et reconnus par les syndicats traditionnels, qu'ils ont décidé de se lancer. Sentiment d'une parole confisquée qu'ils ont aussi perçu dans le mouvement des "gilets jaunes" : *“L'initiative des "gilets jaunes" nous a fait réfléchir sur le modèle de fonctionnement des instances, des institutions. Nous, nous remettons au centre les salariés, les collègues, dans les décisions que l'on doit prendre. Par exemple, à La Base, on ne peut pas faire plus de deux mandats. Après, les dirigeants doivent retourner dans leur bus, métro ou guichet. Chaque dirigeant peut être révoqué, chaque adhérent a droit à soumettre au vote une décision.”*

Ces syndicats plus horizontaux, ou ces actions plus marquantes, sont-elles des moyens plus efficaces pour empêcher des reculs sociaux, à défaut de gagner de nouveaux droits ? Le constat est souvent mitigé. Selon certains, cela reste dans le rapport de force que se joue l'efficacité de la lutte sociale. C'est aussi, ce qu'est venu rappeler le mouvement des "gilets jaunes". Et pour d'autres, le blocage reste l'arme ultime pour instaurer ce rapport de force.

Conclusion:

La démocratie aujourd'hui est multiple. Toutes les démocraties ont pourtant des valeurs fondamentales en commun: la liberté, l'égalité, la solidarité, pour faire régner la paix et que les droits et valeurs du citoyen soient respectés.

L'ère dans laquelle nous vivons apporte cependant quelques changements, dans le sens où les moyens d'expressions ont évolué: les réseaux sociaux, et les nouveaux mouvements sociaux, de véritables moyens de revendication, propres à la liberté d'expression. Mais tout n'est pas bon à prendre. Les réseaux sociaux ont remplacé les médias traditionnels (presse notamment), donnant lieu à du cyberharcèlement, du hacking en ligne, et le développement des fake news. Quant aux nouveaux mouvements sociaux, ils sont généralement de plus en plus violents, de la part des manifestants (vitrines cassées, black blocks) comme de la police

(gaz lacrymogènes, gardes à vue). Et la situation ne semble pas vouloir s'améliorer. Quels seraient les moyens pour les pacifier ?

sources:

la croix

influenceurs du web

cairn.info

La-Philo

Superprof

schoolmouv

franceinter